

## Tendances conjoncturelles

### 4<sup>e</sup> trimestre 2018

## L'impact économique des mouvements sociaux de fin d'année : les résultats de l'enquête de l'IEDOM

Avec les blocages routiers du mouvement des Gilets jaunes en fin d'année, l'activité économique de La Réunion a été à l'arrêt pendant presque deux semaines. Dans le cadre de l'analyse conjoncturelle du 4<sup>e</sup> trimestre 2018, l'IEDOM a interrogé les chefs d'entreprise de son échantillon, constitué essentiellement de petites et moyennes entreprises (PME), sur l'impact de cette crise : chiffre d'affaires, trésorerie, difficultés financières, mesures mises en place, etc. Cette note de conjoncture apporte ainsi une vision inédite des conséquences économiques de la crise des Gilets jaunes sur les PME. Pour une vision plus complète, cette enquête a par ailleurs été exceptionnellement élargie aux très petites entreprises (TPE, *encadré page 5*).

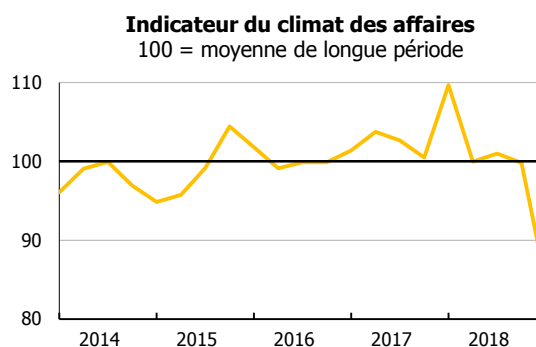
Ces deux enquêtes révèlent que la quasi-totalité des TPE et PME ont connu des perturbations, qui se sont traduites pour 85 % d'entre elles par des pertes de chiffre d'affaires. Les TPE ont davantage souffert de cette crise avec une dégradation plus importante de leur trésorerie. Les conséquences pourraient ainsi être plus lourdes pour les plus petites entreprises, qui apparaissent aussi plus pessimistes sur les perspectives 2019.

## LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA RÉUNION

### Une fin d'année fortement perturbée par le mouvement des Gilets jaunes

Les chefs d'entreprise interrogés sur la conjoncture portent un jugement défavorable sur la fin de l'année écoulée. L'indicateur du climat des affaires (ICA) qui traduit cette opinion décroche en effet de plus de 15 points à 84,7 points au quatrième trimestre 2018, soit son niveau le plus bas depuis cinq ans.

Cette dégradation de la conjoncture réunionnaise s'explique par les blocages liés au mouvement des Gilets jaunes, qui ont fortement impacté l'activité économique de l'île entre novembre et décembre 2018. En effet, la quasi-totalité des entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête de conjoncture déclare avoir subi des perturbations pour une durée proche de celles des blocages routiers (16 jours en moyenne). Les entreprises des industries agroalimentaires, du commerce et du

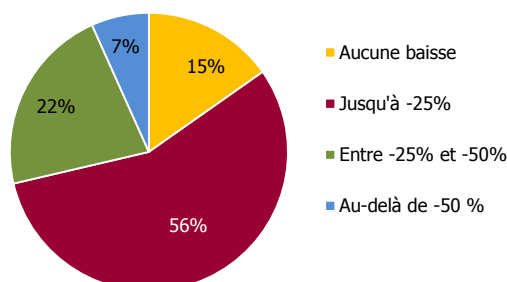


Source : Enquête de conjoncture IEDOM

tourisme ont été les plus touchées durant cette période. 85 % des dirigeants déclarent des pertes de chiffre d'affaires : moins de 25 % sur le trimestre par rapport au même trimestre de l'année précédente pour plus de la moitié d'entre eux, et plus de 25 % pour un quart d'entre eux.

En revanche, les perspectives envisagées pour ce début d'année apparaissent nettement moins défavorables, avec un redressement de l'activité. 8 entreprises sur 10 estiment que leur activité de 2019 ne sera que faiblement voire pas du tout impactée par cette crise. Les prochaines enquêtes permettront de confirmer ces anticipations.

### Conséquences sur le chiffre d'affaires du 4<sup>e</sup> trimestre 2018

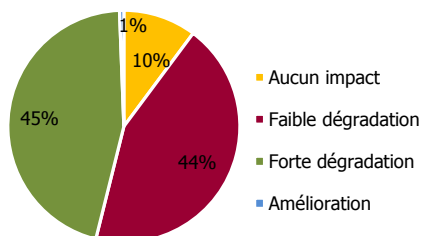


Source : IEDOM, enquête auprès des PME

## Des difficultés financières contrastées

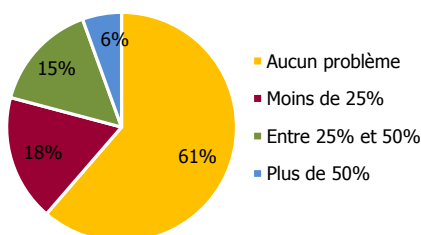
Pour une majorité, cette perte de chiffre d'affaires et dans une moindre mesure l'allongement des délais de paiement subi, ont eu peu ou aucun impact sur leur trésorerie. Pour 6 chefs d'entreprise sur 10, ces difficultés n'ont pas entraîné des problèmes de paiement des fournisseurs ou des salaires. Toutefois, 45 % ont connu une forte dégradation de leur trésorerie, notamment dans les secteurs de la construction et du commerce. Pour aider les entreprises à surmonter ces difficultés, des mesures d'urgence ont rapidement été annoncées, incluant notamment de la part des administrations sociales et fiscales la possibilité de reporter certaines échéances. Les banques locales se sont également engagées à examiner de façon bienveillante la situation des entreprises mises en difficulté par les événements. 78 % des PME se déclarent satisfaites du soutien des banques.

### Conséquences sur la trésorerie



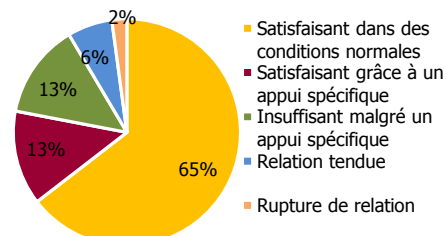
Source : IEDOM, enquête auprès des PME

### Problèmes de paiement dus aux difficultés de trésorerie



Source : IEDOM, enquête auprès des PME

### Évaluation du soutien bancaire



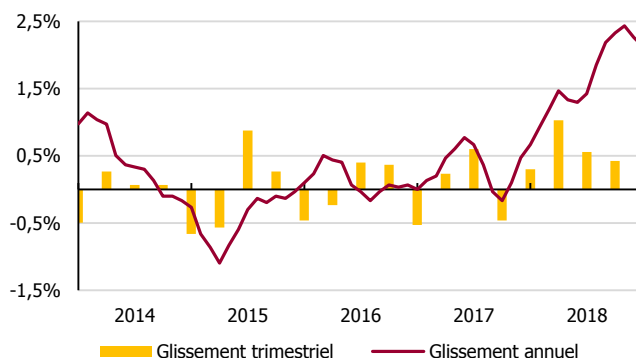
Source : IEDOM, enquête auprès des PME

## Contexte difficile de hausse des prix à la consommation

La hausse du prix du carburant et la vie chère se situent au cœur des préoccupations du mouvement des Gilets jaunes, notamment la hausse de la fiscalité sur les carburants qui devait être mise en place le 1<sup>er</sup> janvier 2019. En effet, en 2018, l'inflation augmente fortement et atteint son niveau le plus élevé depuis 2012 : +1,8 % (1,9 % en France hors Mayotte) après +0,4 % l'année précédente. Le prix des carburants s'accroît, pour sa part, de 13,1 % en moyenne sur l'année 2018. Toutefois, à l'exception des produits manufacturés, les grands postes de l'IPC contribuent également à la hausse des prix, en particulier l'alimentation et les services.

En réponse aux préoccupations des Gilets jaunes, la Région Réunion a procédé au gel de l'augmentation de la taxe sur les carburants pour trois années à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Celle-ci a été ramenée aux bases de janvier 2017. Par ailleurs, le prix du panier du « bouclier qualité prix » a été abaissé de plus de 12 %. Enfin, la ministre de l'Outre-mer a demandé à l'Autorité de la concurrence de produire un avis sur le fonctionnement des marchés d'importation et de distribution des produits de grande consommation outre-mer d'ici le mois de juin.

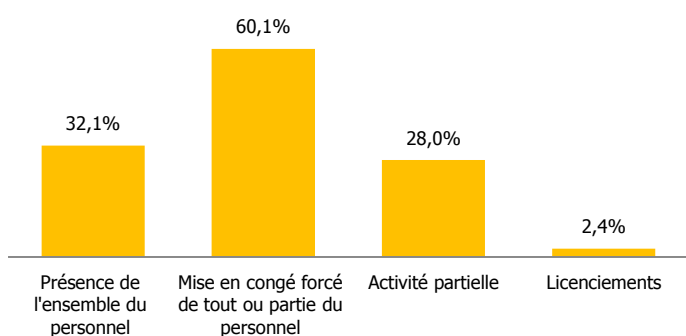
### Indice des prix à la consommation des ménages



Source : Insee, données en moyenne

## Mise en congé d'une grande partie des salariés

### Mesures spécifiques à l'égard des salariés



Source : IEDOM, enquête auprès des PME

Les blocages routiers ont eu notamment pour conséquence de limiter les possibilités de déplacement des salariés, nécessitant pour certaines entreprises des mesures spécifiques. Ainsi, 6 entreprises sur 10 ont procédé à des mises en congé forcé de tout ou partie du personnel. 28 % ont eu recours au chômage partiel. Au 18 février 2019, 3 724 dossiers de demande d'activité partielle ont été reçus par les services de l'État pour un total de 35 957 salariés concernés. Un peu plus d'un tiers ont gelé ou abandonné leurs projets de recrutement. Certains chefs d'entreprise ont même dû licencier une partie de leurs salariés. À l'inverse, deux tiers des entreprises interrogées déclarent n'avoir pas modifié leurs projets pour 2019.

Les mesures mises en place par les chefs d'entreprise et les pouvoirs publics ont permis de limiter les effets de ces blocages sur le marché du travail. En effet, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (en

catégorie A) ne s'accroît pas au quatrième trimestre 2018. Au contraire, il baisse de 0,9 % par rapport au trimestre précédent. Toutefois, sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi progresse, en raison de la réduction des contrats aidés. En effet, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a diminué de moitié entre septembre 2017 et septembre 2018. Sur la fin d'année le nombre de contrats aidés devait néanmoins progresser de nouveau, avec la décision, annoncée en plein mouvement des Gilets jaunes, d'élargir à 1000 contrats supplémentaires l'enveloppe dédiée à ces contrats (soit 1900 emplois à pourvoir sur la fin d'année).

## Une consommation des ménages pénalisée par les blocages

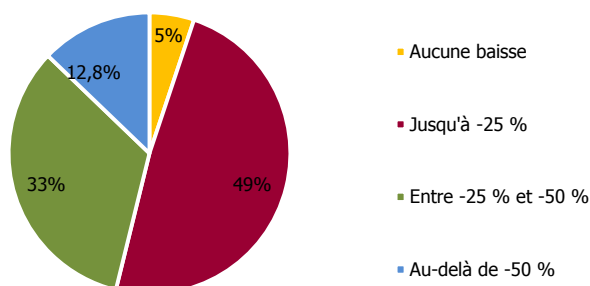
Le secteur du commerce est particulièrement touché par le mouvement des Gilets jaunes. 95 % des PME de ce secteur interrogées ont subi une baisse de leur chiffre d'affaires contre 82 % en moyenne dans les autres secteurs. Les petits commerces ont été particulièrement impactés (*encadré TPE*).

Le blocage des containers au Grand port maritime a perturbé les approvisionnements dans les commerces, à quelques semaines des fêtes de fin d'année. Les importations de produits à destination des ménages sont en recul tant sur le trimestre que sur un an. Les importations de biens courants et celles des produits des industries agroalimentaires (IAA) diminuent respectivement de 4,5 % et 6,8 %. Celles de biens d'équipement baissent de 7,3 %.

Le marché de l'automobile est également affecté par le mouvement des Gilets jaunes. Les immatriculations de véhicules de tourisme chutent d'un quart au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent. Le ralentissement de la croissance des encours de crédits confirme d'ailleurs cette tendance.

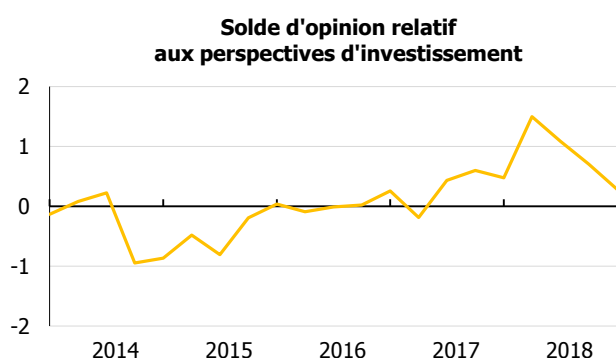
Les perspectives pour 2019 restent mitigées, un quart des professionnels du secteur du commerce interrogés estime que leur activité sera fortement dégradée.

Conséquences des blocages sur le chiffre d'affaires du commerce



Source : IEDOM, enquête auprès des PME

## Des intentions d'investissement en repli



Parmi les PME interrogées, une large majorité (60 %) affirme maintenir les investissements programmés pour 2019. Néanmoins, pour 40 %, un gel ou un report des investissements, voire un abandon de projet, sont envisagés.

Les prévisions d'investissement pour les douze prochains mois sont en repli, se stabilisant au niveau de leur moyenne de longue période.

La croissance des encours de crédit d'investissement reste soutenue bien qu'en décélération par rapport à 2017 : +3,2 % sur un an au 31 décembre 2018, après +3,8 % à fin septembre et +5,1 % à fin juin.

Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

## Ralentissement des échanges commerciaux lié au blocage du Grand port

Les échanges extérieurs ont été fortement perturbés par les mouvements sociaux, avec notamment un arrêt total pendant plusieurs jours de l'activité du port de commerce. Ainsi le nombre de conteneurs (entrées et sorties) enregistrés au Port Réunion sur le mois de novembre est inférieur d'environ 30 % à celui du mois précédent. En termes d'importations, les données douanières montrent une baisse de 37 % des importations en novembre par rapport à octobre.

Un rattrapage partiel s'est néanmoins opéré en décembre. Ainsi, les importations diminuent seulement de 4,9 % au quatrième trimestre 2018, après s'être stabilisées le trimestre précédent. Cette évolution s'explique notamment par le recul des importations à destination des ménages.

Les exportations sont en recul de 2 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, elles baissent de 10,1 %, en lien avec celles des IAA qui chutent de 10,4 %, en particulier pour la légine.

## MOUVEMENT DES GILETS JAUNES : UN BILAN LOURD POUR L'ENSEMBLE DES SECTEURS

Selon les chefs d'entreprise, l'activité du quatrième trimestre 2018 a été fortement dégradée pour tous les secteurs, dans un contexte de blocage des axes routiers par le mouvement des Gilets jaunes. Les entreprises des industries agroalimentaires, du commerce et du tourisme ont été les plus touchées durant cette période.

Ces circonstances, notamment la perte de chiffre d'affaires, ont également impacté défavorablement le niveau de leur trésorerie, déjà affaibli par la hausse des charges d'exploitation et des délais de règlements clients très dégradés. Pour le prochain trimestre, les professionnels anticipent toutefois une légère hausse de leur chiffre d'affaires et un accroissement plus marqué des effectifs. En revanche, ils ne prévoient pas d'amélioration de leur trésorerie.

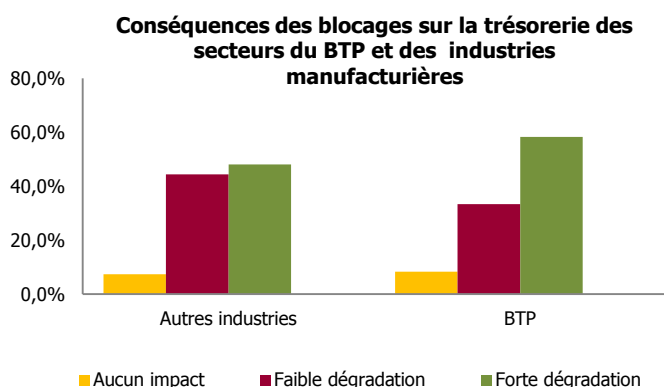
Selon l'enquête de l'IEDOM, les conséquences des blocages sur le chiffre d'affaires ont été d'une plus grande ampleur pour le secteur du **tourisme**. La totalité des entreprises touristiques interrogées déclare avoir subi une baisse de chiffre d'affaires. 4 dirigeants sur

10 estiment que leur trésorerie a été fortement dégradée suite à ce mouvement et plus de la moitié ont des problèmes de paiements des fournisseurs.

Les blocages routiers ont poussé de nombreux touristes à raccourcir leur séjour, tandis que d'autres ont annulé ou reporté leurs vacances dans l'île. Cette baisse de la fréquentation touristique se traduit par un recul de 8,4 % du nombre de nuitées sur le trimestre (données CVS). Le fonctionnement des aéroports a été également fortement perturbé (vols annulés, horaires modifiés, vols réalisés avec des escales renchérissant les coûts d'exploitation, etc.) entraînant une baisse des mouvements de vols de 7,7 %. Toutefois, le trafic passager a tout de même progressé de 5,2 %. Par ailleurs, le mouvement des Gilets jaunes a également conduit à l'annulation d'une dizaine de croisières.

Les professionnels du tourisme sont près de 40 % à prévoir que cette crise aura une forte dégradation sur leur activité de 2019. Plus de 7 dirigeants sur 10 revoient à la baisse leurs projets de recrutement (gel ou annulation) et 6 sur 10 reportent ou abandonnent les investissements programmés.

L'activité et les effectifs du secteur des **industries agroalimentaires** (IAA) ont été fortement perturbés par le mouvement des Gilets jaunes : 91 % des chefs d'entreprise interrogés déclarent avoir subi une perte de chiffre d'affaires. En revanche, son impact sur leur trésorerie reste mesuré grâce à une maîtrise de leurs charges d'exploitation et des délais de règlements clients améliorés. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise anticipent une hausse de leur activité. Leurs intentions d'investir restent fortes, malgré un repli par rapport au trimestre précédent.

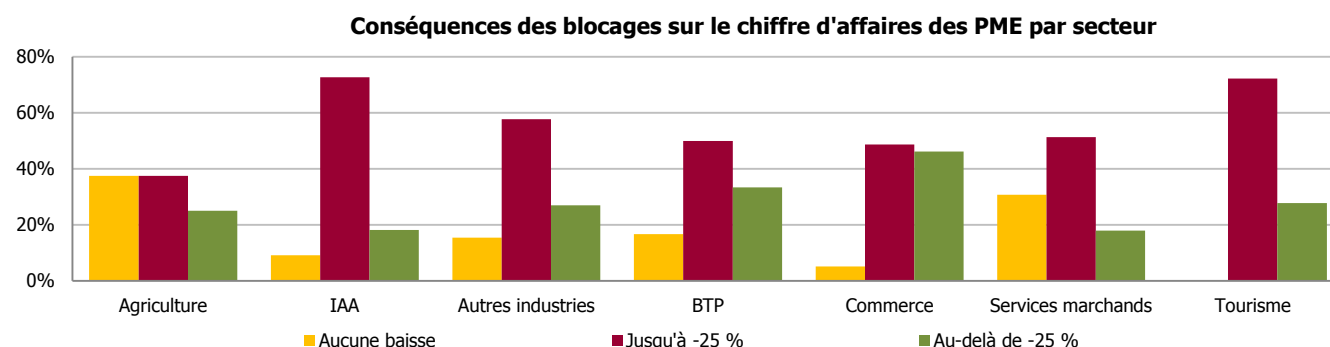


Source : IEDOM, enquête auprès des PME

les chefs d'entreprise du secteur anticipent une amélioration de leur activité et des effectifs, mais une dégradation de la trésorerie.

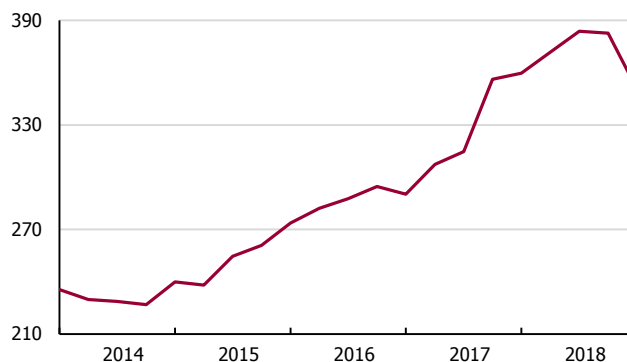
Dans le secteur de **l'agriculture, de la pêche et de l'élevage**, l'activité continue d'être dégradée au quatrième trimestre 2018. Les abattages de porcins diminuent fortement depuis plusieurs trimestres : -1,2 % au quatrième trimestre (-6,7 % sur un an). La filière bovine connaît également des difficultés : les abattages et la collecte de lait baissent respectivement de 5,5 % et 1,4 % sur le trimestre par rapport au trimestre précédent. Seule la filière volaille voit progresser ses abattages (+2 % sur le trimestre). En revanche, les exportations de produits agricoles et de la pêche progressent de 14,7 % sur un an grâce aux fruits de saison, après la mauvaise récolte de la fin d'année 2017.

Au quatrième trimestre, l'activité des **services marchands** est jugée dégradée et les emplois en baisse. Seul, un tiers des entreprises du secteur déclare ne pas avoir subi de conséquences sur le CA à cause des blocages. Le niveau de trésorerie reste défavorable, affaibli par des charges d'exploitation et les délais de règlements clients détériorés : plus de 4 entreprises sur 10 ont vu leur trésorerie fortement dégradée sur la période. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise du secteur anticipent une stabilisation de leur chiffre d'affaires et des effectifs. En revanche, le niveau de leur trésorerie et les intentions d'investissement restent en repli.



Source : IEDOM, enquête auprès des PME

**Nombre de nuitées en milliers**



Source : Insee - CVS IEDOM

L'activité du secteur du **bâtiment et des travaux publics** (BTP) s'est nettement dégradée au quatrième trimestre, comme en témoigne le nombre de logements autorisés et ceux mis en chantier qui s'inscrit en retrait sur le trimestre, notamment sur les logements individuels. En cumul depuis le début de l'année, les logements autorisés et ceux mis en chantier baissent respectivement de 5,1 % et 2,9 %. Par ailleurs, le mouvement a dégradé la trésorerie des entreprises. Près de 6 entreprises sur dix déclarent que la baisse d'activité liée aux blocages a engendré une forte dégradation de leur trésorerie. Deux tiers des PME du secteur interrogées affirment que cette crise aura un impact sur leur activité de 2019.

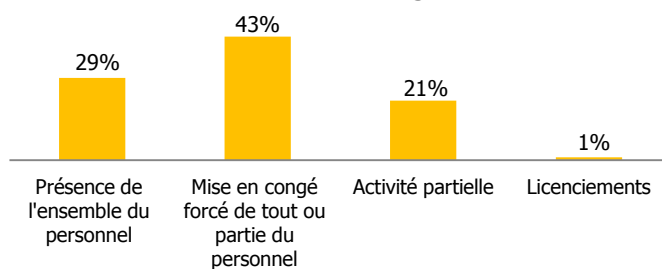
Les professionnels du secteur des **industries manufacturières** ont une opinion défavorable de leur activité et de l'évolution de leurs effectifs du quatrième trimestre. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise du secteur anticipent une stabilisation de leur chiffre d'affaires et des effectifs, mais une dégradation de la trésorerie.

## LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DES BLOCAGES SUR LES TPE

Les mouvements sociaux de fin d'année ont particulièrement touché les très petites entreprises (TPE). Selon l'enquête de l'IEDOM, menée auprès des TPE, les conséquences des blocages se révèlent d'une plus grande ampleur que pour les PME, tant sur la baisse de leur chiffre d'affaires que sur leur trésorerie. Pour une majorité des TPE interrogées, ce mouvement social pourrait avoir des conséquences sur les projets 2019, notamment sur leur politique de recrutement (la moitié annonce un gel des embauches ou un abandon de projets de recrutements suite à cette crise) et également sur leur politique d'investissement (les deux tiers considèrent un gel ou un report des investissements, voire un abandon de projet).

La quasi-totalité des TPE interrogées a été affectée par le mouvement des gilets jaunes. La durée des perturbations correspond pour beaucoup à la durée des blocages routiers (entre 10 et 15 jours). Ces derniers ont eu notamment des conséquences sur les possibilités de déplacement des salariés, nécessitant pour certaines entreprises des mesures spécifiques. Ainsi, un peu plus de 4 chefs d'entreprise sur 10 déclarent avoir procédé à des mises en congé forcé de tout ou partie de leur personnel. 2 sur 10 déclarent avoir eu recours à l'activité partielle, un dispositif spécial ayant notamment été mis en place pour faciliter les demandes d'indemnisation.

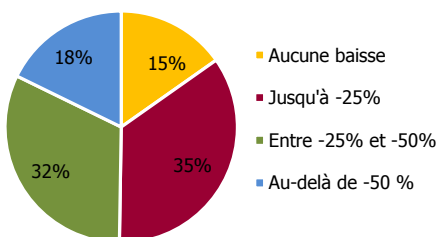
### Mesures mises en oeuvre à l'égard des salariés



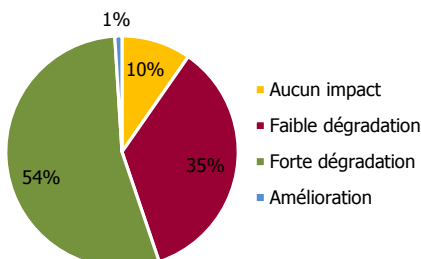
Source : IEDOM, enquête auprès des TPE

Les blocages ont eu de fortes répercussions sur l'activité et le chiffre d'affaires (CA) des TPE, avec une perte estimée à plus de 25 % sur le trimestre, par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2017, pour la moitié d'entre elles. Les petites entreprises du secteur du commerce ont été particulièrement impactées : les deux tiers d'entre elles ont subi une baisse de plus de 25 % de leur CA du trimestre (et 22 % déclarent avoir subi une perte de plus de 50 %). Cette contraction de l'activité ainsi que l'allongement des délais de paiement qu'elles ont subis pour près de la moitié d'entre elles ont eu des conséquences sur leur trésorerie.

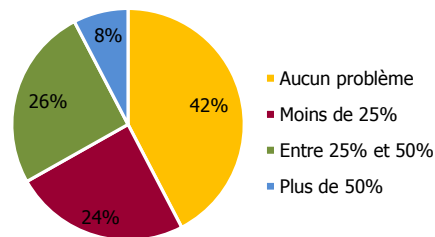
### Conséquences sur le chiffre d'affaires du T4 2018



### Conséquences sur la trésorerie



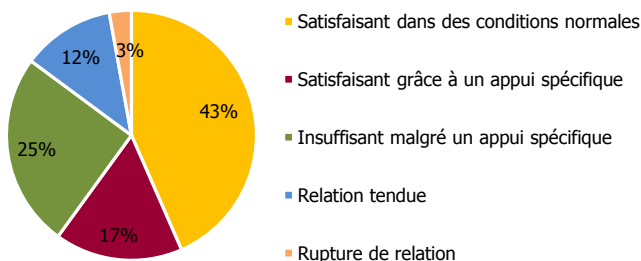
### Problèmes de paiement dus aux difficultés de trésorerie



Source : IEDOM, enquête auprès des TPE

Pour près de 6 chefs d'entreprise sur 10, la dégradation de leur trésorerie a engendré des problèmes de paiement (salaires, fournisseurs, banques, Urssaf, impôts, etc.). Pour certaines TPE, ces difficultés se sont avérées importantes : un tiers des chefs d'entreprise interrogés évoquent des problèmes de paiement à hauteur de plus de 25 % de leurs dettes. Pour aider les entreprises à

### Évaluation du soutien bancaire



Source : IEDOM, enquête auprès des TPE

surmonter ces difficultés, des mesures d'urgence ont rapidement été annoncées, incluant notamment de la part des administrations sociales et fiscales la possibilité de reporter certaines échéances. Si 4 TPE sur 10 reconnaissent avoir bénéficié d'un examen bienveillant de leur situation, de la part des banques de la place, celui-ci n'a pas été jugé suffisant pour un quart d'entre elles. Il est à craindre ainsi que pour certaines entreprises, cette crise ait accentué des difficultés financières déjà présentes auxquelles elles pourront difficilement faire face.